

# **GE\_GERICHTE ATA/238/2024 vom 27. Februar 2024**

GE Cour de justice, 2024-02-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATA\\_238\\_2024](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_238_2024)

FR: GE\_GERICHTE ATA/238/2024 du 27 février 2024

IT: GE\_GERICHTE ATA/238/2024 del 27 febbraio 2024

## **Regeste**

Résumé: Rejet d'un recours contre la décision du Conseil d'État de confirmer le classement d'une demande d'ouverture d'investigation pour atteinte à la personnalité formée auprès du groupe de confiance par un fonctionnaire. Il existait toujours un intérêt digne de protection du recourant même compte tenu du fait que le mis en cause ne faisait plus partie du personnel de l'État au moment de la prise de décision. Après examen des différents éléments que le recourant qualifie d'atteintes à la personnalité, la chambre administrative a retenu que le classement de la demande d'investigation par le groupe de confiance, confirmé par le Conseil d'État était conforme au droit. Les éléments allégués, même s'ils s'agissaient de faits établis, n'étaient pas constitutifs d'atteinte à la personnalité. Les faits avaient été établis de manière exacte et complète par l'autorité intimée.

## **Erwägungen**

### **E. 1**

La recevabilité du recours est mise en doute par l'autorité intimée au motif d'une absence alléguée d'intérêt actuel au recours.

#### **E. 1.1**

À teneur de l'art. 60 al. 1 let. a et b LPA, les parties à la procédure qui a abouti à la décision attaquée et toute personne qui est touchée directement par une décision et a un intérêt personnel digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée, sont titulaires de la qualité pour recourir (ATA/1254/2022 du 13 décembre 2022 consid. 3a et les arrêts cités). Les let. a et b de la disposition précitée doivent se lire en parallèle : ainsi, le particulier qui ne peut faire valoir un intérêt digne de protection ne saurait être admis comme partie recourante, même s'il était partie à la procédure de première instance (ATA/905/2022 du 6 septembre 2022 consid. 3b et l'arrêt cité ; Stéphane GRODECKI/Romain JORDAN, Code annoté de procédure administrative genevoise, 2017, p. 184 n. 698). Un intérêt digne de protection suppose un intérêt actuel à obtenir l'annulation ou la modification de la décision attaquée (ATF 145 I 227 consid. 5.2 ; arrêt du Tribunal fédéral 1C\_475/2022 du 17 février 2023 consid. 1). L'existence d'un intérêt actuel s'apprécie non seulement au moment du dépôt du recours, mais aussi lors du prononcé de la décision sur recours (ATF 145 I 227 consid. 5.2 ; arrêt du Tribunal fédéral 1C\_624/2021 du 10 janvier 2023 consid. 1.1.2). La condition de l'intérêt actuel fait défaut lorsque, par exemple, l'admission du recours ne permettrait pas la réparation du préjudice subi (ATF 127 III 41 consid. 2b ; arrêt du Tribunal fédéral 1B\_170/2022 du 19 juillet 2022 consid. 1.2.1

#### **E. 1.2**

En droit de la fonction publique genevois, il existe un droit à la protection de la personnalité des membres du personnel, notamment en matière de harcèlement psychologique, qui

impose à un organe de l'administration le devoir de rendre une décision de nature constatatoire à cet égard. Le droit genevois confère au membre du personnel concerné une véritable prétention à ce que le harcèlement psychologique dont il s'estime victime soit constaté, s'il est avéré, de sorte qu'un intérêt juridiquement protégé à cette constatation doit être reconnu (arrêts du Tribunal fédéral 8C\_392/2020 du 19 novembre 2020 consid. 2.3 ; 2P.207/2002 du 20 juin 2003 consid. 1.2).

- 9/15 - A/349/2023 Dans un arrêt récent, le Tribunal fédéral a précisé que ces constatations s'appliquaient également dans le cas où la personne mise en cause ne fait plus partie du personnel de l'État. Il subsiste pour le recourant un intérêt pratique et actuel à porter son cas devant une juridiction, car il pourrait tirer un avantage concret, actuel et pratique à la constatation de l'existence ou non d'une atteinte à la personnalité, tel que prévu à l'art. 30 par le règlement relatif à la protection de la personnalité à l'État de Genève du 12 décembre 2012 (RPPers - B 5 05.10 ; arrêt du Tribunal fédéral 8D\_7/2022 du 14 juin 2023 consid. 6.2).

### **E. 1.3**

En l'espèce, bien que K\_\_\_\_\_ ait quitté la fonction publique genevoise en cours de procédure, il faut constater, en application de la jurisprudence, que la qualité pour recourir du recourant subsiste, celui-ci ayant un intérêt pratique et actuel à voir trancher la question de l'existence ou non d'une atteinte à sa personnalité. En outre, le recours a été interjeté en temps utile devant la juridiction compétente (art. 132 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 62 al. 1 let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10 ; art. 21 al. 2 du règlement relatif à la protection de la personnalité à l'Etat de Genève du 12 décembre 2012 - RPPers - B 5 05.10). Le recours est donc recevable.

### **E. 2**

Le recourant sollicite des mesures d'instructions ainsi qu'une audience de plaidoiries.

#### **E. 2.1**

Tel qu'il est garanti par l'art. 29 al. 2 Cst., le droit d'être entendu comprend notamment le droit pour la personne intéressée de produire des preuves pertinentes, d'obtenir qu'il soit donné suite à ses offres de preuves pertinentes lorsque cela est de nature à influencer sur la décision à rendre. Le droit de faire administrer des preuves n'empêche toutefois pas l'autorité de mettre un terme à l'instruction lorsque les preuves déjà administrées lui ont permis de former sa conviction et que, procédant à une appréciation anticipée des preuves qui lui sont encore proposées, elle a la certitude que ces dernières ne pourraient pas l'amener à modifier son opinion (ATF 145 I 167 consid. 4.1 ; arrêt du Tribunal fédéral 1C\_359/2022 du 20 avril 2023 consid. 3.1 et les références citées). Cela n'implique pas une audition personnelle de l'intéressé, celui-ci devant simplement disposer d'une occasion de se déterminer sur les éléments propres à influencer sur l'issue de la cause (art. 41 LPA ; ATF 148 II 73 consid. 7.3.1 ; 145 I 167 consid. 4.1 ; arrêt du Tribunal fédéral 1C\_372/2021 du 26 janvier 2023 consid. 2.3 ; ATA/783/2021 du 27 juillet 2021 consid. 6a et les références). Quant à l'art. 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH - RS 0.101), il n'accorde pas au justiciable de garanties plus étendues que celles découlant de l'art. 29 al. 2 Cst. (arrêt du Tribunal fédéral 4P.206/2005 du 11 novembre 2005 consid. 2.1 et les références).

## **E. 2.2**

En l'espèce, les documents requis, que ce soit le dossier de la médiatrice, les données informatiques collectées et le dossier qui aurait été établi notamment à la suite d'un ordre du 23 juin 2022, le dossier relatif à son déplacement et l'audition de quatre témoins, ne sont pas susceptibles de modifier la solution à donner au litige. En effet, certains documents sont postérieurs aux faits qui auraient donné lieu aux atteintes alléguées, d'autres concernent une autre personne que le recourant et, s'agissant des témoins et des documents, le recourant n'expose pas sur quoi pourraient porter les témoignages ou le contenu des pièces requises. Il appert ainsi que les mesures sollicitées ne sont ni utiles, ni nécessaires à la solution du litige, comme cela ressort également des considérants qui suivent. Le dossier contenant tous les éléments permettant de trancher le litige, la chambre de céans ne donnera pas suite aux actes d'instructions sollicités. La procédure concernant le déplacement du lieu de travail du recourant dans un autre établissement pénitentiaire est exorbitante au litige, et la décision qu'elle concerne est postérieure à la saisie du GdC. En ce qui concerne plus particulièrement l'audience de plaidoirie, le recourant ne précise pas quelles autres questions nécessiteraient d'être débattues ni pour quel motif elles devraient l'être publiquement. Ainsi, à supposer que l'art. 6 CEDH s'applique au présent contentieux, il n'y a pas lieu d'ordonner la tenue d'une audience publique de plaidoiries et la requête y tendant sera écartée.

## **E. 3**

Le litige porte sur la conformité au droit de la décision du Conseil d'État confirmant celle du GdC de classer la demande d'ouverture d'une investigation pour atteinte à la personnalité. Le recourant estime que le GdC s'est contenté d'examiner chaque acte pris isolément, alors qu'analysés dans leur ensemble, ceux-ci avaient conduit à une atteinte à la personnalité.

### **E. 3.1**

Le recours peut être formé pour violation du droit y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation (art. 61 al. 1 let. a LPA), ainsi que pour constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents (art. 61 al. 1 let. b LPA). Les juridictions administratives n'ont pas compétence pour apprécier l'opportunité de la décision attaquée, sauf exception prévue par la loi (art. 61 al. 2 LPA).

### **E. 3.2**

Les modalités de la protection de la personnalité des fonctionnaires soumis à la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des établissements publics médicaux du 4 décembre 1997 (LPAC - B

### **E. 3.3**

Est constitutif d'une atteinte à la personnalité toute violation illicite d'un droit de la personnalité, telles notamment la santé physique et psychique, l'intégrité morale, la considération sociale, la jouissance des libertés individuelles ou de la sphère privée (art. 3 al. 1 RPPers).

### **E. 3.4**

La notion de protection de la personnalité de l'agent public et l'obligation qui en découle pour l'employeur ont la même portée et valeur matérielle en droit public et en droit privé (Valérie DÉFAGO GAUDIN, *Conflits et fonctions publiques : Instruments*, in Jean-Philippe DUNAND/Pascal MAHON [éd.], *Conflits au travail. Prévention, gestion, sanctions*, 2015, p. 156). Il incombe à l'employeur public, comme à l'employeur privé de protéger et respecter la personnalité du travailleur, dans les rapports de travail (art. 328 al. 1 de la loi fédérale complétant le code civil suisse du 30 mars 1911 [Livre cinquième : Droit des obligations - CO - RS 220]). Cette obligation comprend notamment le devoir de l'employeur d'agir dans certains cas pour calmer la situation conflictuelle et de ne pas rester inactif (ATF 137 I 58 consid. 4.2.3 ; arrêts du Tribunal fédéral 8C\_340/2009 du 24 août 2009 consid. 4.3.2 ; 1C\_245/2008 du 2 mars 2009 consid. 4.2 ; 1C\_406/2007 du 16 juillet 2008 consid. 5.2). En particulier, il ne doit pas stigmatiser, de manière inutilement vexatoire et au-delà du cercle des intéressés, le comportement d'un travailleur (ATF 137 III 303 consid. 2.2.2 ; 130 III 699 consid. 5.2).

### **E. 3.5**

Le point de savoir si et, le cas échéant, quand une réaction est indiquée dépend largement de l'appréciation du cas concret. Dans le cadre de son pouvoir d'examen limité à l'arbitraire, le Tribunal fédéral n'intervient que lorsque l'attitude de l'employeur apparaît manifestement insoutenable (ATF 137 I 58 consid. 4.2.3 ; arrêts du Tribunal fédéral 8C\_340/2009 consid. 4.3.2 ; 1C\_245/2008 consid. 4.2 ;

- 12/15 - A/349/2023 1C\_406/2007 consid. 5.2). La chambre de céans se limite, quant à elle, à l'examen de l'abus ou l'excès de pouvoir d'appréciation.

### **E. 3.6.1**

En l'espèce, le recourant fait grief au GdC d'avoir admis, entre autres, que « les reproches appuyés aient pu froisser » le recourant sans reconnaître une atteinte à sa personnalité. Le recourant omet cependant que le GdC a examiné en détail les quatre courriels des 6 février, 8 mars, 14 octobre 2019 et du 8 juin 2021, sur lesquels il se fondait pour démontrer l'existence d'une atteinte à la personnalité par des écrits qu'il qualifiait de cinglants et vexatoires et qui, selon lui, constituaient une réaction disproportionnée. Or, à la lecture de ces courriels, il appert, comme la retenu le GdC, que ces écrits portent un regard critique sur le travail du recourant de la part de sa hiérarchie et communiquent des attentes et des instructions d'un supérieur hiérarchique. Bien que le ton soit parfois appuyé, comme le considère le GdC, il n'apparaît ni vexatoire ni dénigrant. En outre, ces écrits ne sont pas « adressés à de nombreuses personnes », contrairement à ce que soutient le recourant. L'un des courriels répondant à celui que le recourant avait adressé à dix personnes, n'est au demeurant envoyé qu'à celui-ci et au directeur de la prison uniquement. Le grief tombe donc à faux.

### **E. 3.6.2**

Le recourant fait grief au GdC d'avoir considéré comme non établis un certain nombre de reproches, soit la tenue de propos dénigrants devant des tiers et le manque de soutien. Le recourant ne mentionne toutefois pas quels tiers auraient entendu ces propos prétendument dénigrants le concernant. Il indique que deux témoins avaient confirmé que d'autres personnes que le mis en cause avaient tenu des propos dénigrants à l'égard du Codir. Or, d'une part, le Codir ne peut être confondu avec le recourant et d'autre part des témoins ont déclaré n'avoir jamais entendu le mis en cause user de qualificatifs peu élogieux à l'endroit

du recourant. Ce dernier ne donne donc aucun élément nouveau qui permettrait de revenir sur cette conclusion prise par le GdC. Quant à l'absence de soutien qu'aurait reçu le recourant de la part du mis en cause quant à la protection de sa personnalité, dans le contexte lié au projet « Ambition » et de sa collaboration avec le directeur de la prison, il est établi que, dans ce cadre, un mandat a été confié à un intervenant externe durant une année pour effectuer l'accompagnement aux changements pour l'équipe directionnelle. Une médiation dans le but d'apaiser les tensions entre les membres du Codir et le directeur de l'établissement a également été proposée, à laquelle le recourant a refusé de participer, alors que le mis en cause était disposé à y participer. L'absence de soutien ne peut donc être retenu, même si les désaccords et les tensions sont

- 13/15 - A/349/2023 clairement établis, ceux-ci n'impliquant toutefois pas qu'une atteinte à la personnalité a été subie qui aurait été de surcroît provoquée par le mis en cause.

### **E. 3.6.3**

Le recourant mentionne également dans sa liste de faits qui seraient constitutifs d'atteintes à la personnalité : les liens existants entre le directeur de la prison et le mis en cause ainsi que leur complicité dans le climat hostile instauré ; leur « personnalité tournée vers eux-mêmes » ; l'exclusion de toute considération pour les membres du Codir ; les lacunes dans le fonctionnement organisé et serein relatif notamment aux heures supplémentaires niées injustement ainsi que les multiples décisions nuisibles à la cohésion des membres du Codir. Ces éléments ne peuvent être qualifiés d'atteinte à la personnalité, même s'ils s'agissaient de faits établis. C'est donc à juste titre que le GdC est arrivé à cette conclusion.

### **E. 3.6.4**

Concernant les faits qui sont indirectement reprochés au mis en cause, rien ne permet de revenir sur la conclusion du GdC selon laquelle ils ne peuvent lui être imputés ou ne sont pas attentatoires à l'honneur, même s'ils s'avéraient être établis. Le recourant n'apporte là non plus aucun élément nouveau. L'existence d'un contexte de travail extrêmement pénible pour l'ensemble des personnes impliquées et des nombreux problèmes existant dans la gestion de l'établissement, tel qu'ils ressortent également du rapport de la commission de contrôle de gestion (RD 1524 p. 32 et 33 notamment), n'est pas contestée et a d'ailleurs donné lieu au départ du directeur de la prison, qui a considéré que la relation de confiance était rompue avec ses cadres (RD 1524 p. 33). Si, comme le retient le recourant, le mis en cause entendait mettre en œuvre le projet « Ambition », rien ne permet de retenir qu'il avait instauré un climat de violence institutionnelle pour ce faire et qu'il aurait commis des actes pouvant constituer des atteintes à la personnalité du recourant. Il appert ainsi que l'autorité a établi les faits de manière exacte et complète et n'a pas abusé de son pouvoir d'appréciation en constatant l'absence d'atteinte d'une certaine gravité à la personnalité du recourant de la part du mis en cause et a classé la demande d'investigation, au sens des art. 21 al. 1 et 22 RPPers. 4. Le recourant reproche ensuite au GdC d'avoir violé la procédure d'enquête. Il n'avait pas eu l'occasion de requérir l'audition d'autres témoins et de solliciter des mesures d'instruction supplémentaires. Il invoque également le défaut de comparution de l'auditeur de M\_\_\_\_\_, convoqué comme témoin par le GdC. À l'appui de ces griefs, il invoque les art. 25, 28 et 29 RPPers notamment. L'art. 25 al. 3 RPPers prévoit que l'absence sans motif fondé d'un témoin convoqué par le GdC est immédiatement signalée à l'autorité d'engagement qui prend, le cas échéant, les mesures adéquates. Il ne peut donc s'agir que des témoins soumis à la hiérarchie de l'autorité d'engagement, ce qui n'est pas le cas d'un

auditeur externe. Quoi qu'il en soit, les dernières dispositions invoquées concernent la phase d'investigation en tant que telle et non l'enquête préliminaire ayant, comme en l'espèce, mené au classement.

- 14/15 - A/349/2023 Les griefs tombent donc à faux.

#### **E. 5**

Finally, le recourant invoque la violation de son droit d'être entendu en raison du fait que le GdC ne s'est pas prononcé sur son déplacement. La décision de déplacement a donné lieu à une procédure séparée, le grief est donc exorbitant au litige et il n'y a pas lieu de l'examiner plus avant. En tous points infondé, le recours sera rejeté.

#### **E. 6**

Compte tenu du fait que le litige concerne des atteintes à la personnalité qui sont par essence individuelles, de l'issue du litige et du fait que le recourant a présenté dans son recours et sa réplique des écritures qui concernaient non seulement sa cause mais également celle du gardien-chef, chef d'état-major, sans distinguer dans son argumentation ce qui concernait l'un ou l'autre des plaignants, ce qui a impliqué un travail d'individualisation des griefs, un émolument de CHF 2'000.- sera mis à sa charge et aucune indemnité de procédure ne sera allouée (art. 87 LPA).

\* \* \* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.